

# Juncker à la rencontre des eurodéputés

UNION EUROPÉENNE Le président désigné de la Commission construit sa majorité parlementaire

**L'***Europe est née de l'amour entre socialistes et sociaux-chrétiens.* » C'est avec l'une de ses maximes dont il a le secret, que Jean-Claude Juncker a débuté ce mardi la construction d'une majorité parlementaire européenne en vue de sa nomination définitive à la présidence de la Commission européenne. C'était face au groupe S&D (les sociaux-démocrates), dont l'alliance avec les conservateurs modérés du PPE (la famille politique de Juncker) doit justement assurer son investiture mardi prochain à Strasbourg, lorsque le Parlement européen (PE) devra approuver sa nomination par le Conseil européen (les 28 chefs de gouvernement) du 26 juin dernier.

Entre socialistes et conservateurs parler d'amour est évidemment un peu forcer sur la dose. C'est d'ailleurs par crainte de défections au sein de leurs rangs que les deux grands partis ont décidé fin juin d'inviter dans leur majorité les libéraux de l'ADLE, dirigée par Guy Verhofstadt. Si cette « très grande coalition » doit assurer une élection confortable à l'ex-premier ministre luxembourgeois, les rencontres programmées ces mardi et mercredi du « président désigné » avec tous les groupes constitués au Parlement européen ne sont pourtant pas qu'une simple formalité : tout le monde n'est pas fan de Jean-Claude Juncker. Ces rencontres détermineront donc le degré de loyauté des troupes conservatrices, socialistes et libérales, mais pourraient générer aussi des soutiens auprès de membres d'autres familles poli-

tiques, telle celle des Verts, puisque le président désigné rencontre tous les groupes parlementaires.

Les premiers étaient donc mardi matin les socialistes. Juncker leur a demandé de « ne pas l'accuser d'être le père de l'austérité », se défendant aussi d'une critique amplement répétée pendant la campagne des élections européennes : « Je ne suis pas l'homme du passé. Mais je connais l'histoire de l'Europe. » Pour l'eurodéputé belge Marc Tarabella (PS), qui juge que « on fait difficilement plus progressiste que Juncker au PPE », l'intéressé a « bien joué le jeu de la franchise ».

Peut-être un peu trop d'ailleurs : Juncker a annoncé au groupe S&D que le prochain commissaire aux Affaires monétaires et financières serait un socialiste. (On sait que le Français Pierre Moscovici est un candidat avéré, mais on cite aussi Jeroen Dijsselbloem, actuel ministre néerlandais des Finances.) Plusieurs présents ont bien confirmé que l'annonce de Juncker avait été claire. Mais à la sortie, Juncker comme ses proches mettaient déjà l'annonce au conditionnel. Et en fin de journée, face au groupe libéral passablement irrité par cette rumeur qui a fait fureur toute la journée, Juncker démentait : rien n'est promis à personne !

C'est que l'exercice pouvait sembler tentant de chanter dans chaque groupe la chanson qu'on voulait y entendre. Chez les eurosceptiques de ECR (rassemblés autour des conservateurs britanniques), « il a été très

ferme sur le fait qu'il souhaite trouver une solution pour le Royaume-Uni », s'est réjouie Vicky Ford, la toute nouvelle présidente de l'influente commission parlementaire du Marché intérieur. Le Luxembourgeois, présenté par la presse britannique comme un « euro-fanatique » ou « archi-fédéraliste », a aussi tenu à rectifier : « J'ai toujours été contre les Etats-Unis d'Europe. »

Mais c'est grâce au passage chez les libéraux, diffusée en direct sur internet – ce sera aussi le cas pour la rencontre avec les Verts ce mercredi à 9 heures – qu'on a pu se faire une idée de la franchise édifiante des échanges. Et on ne peut dire que Jean-Claude Juncker polissait son discours. S'emportant spontanément à l'évocation des critiques sur son rôle d'ancien protecteur du paradis fiscal luxembourgeois, Juncker s'est même montré menaçant : « Je ne suis pas prêt à m'expliquer sur les questions fiscales ! Et je connais tous vos systèmes fiscaux dans le détail ! » Ce qui ne l'a pas empêché plus tard de chambrier sur leurs désaccords Jean Arthuis, ex-ministre français des Finances. Sur le fédéralisme européen, face à un Guy Verhofstadt qui a écrit un livre pour *Les Etats-Unis d'Europe*, Juncker a tenu le même langage que chez les eurosceptiques : « La nation n'est pas une invention temporaire de l'Histoire. »

Suite des rencontres ce mercredi, où Jean-Claude Juncker défilera chez les Verts, la Gauche unie (radicale), le PPE et enfin chez les europhobes du EFDD. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

# Elio Di Rupo fait un appel aux candidats commissaires

**A**utour du gouvernement en affaires courantes (pour rappel : PS, MR, CDH, CD&V, VLD, SPA), l'on indique qu'Elio Di Rupo, Premier ministre, a envoyé un courrier aux présidents de partis de la majorité, leur demandant de soumettre leur « candidat » à la Commission européenne, s'ils le souhaitent. A l'heure actuelle, personne ne se serait manifesté officiellement – en coulisses, c'est une autre histoire. Une source précise même : *« A ce stade, vu que les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement patinent toujours, c'est le blocage... Difficile de voir la majorité actuelle s'entendre sur un nom, alors, dans ces conditions, on pourrait voir les partis proposer chacun un candidat... »* L'idée circule.

En fait de « candidats », le nom de Marianne Thyssen est cité le plus souvent. Didier Reynders ? Son expérience, notamment aux Affaires étrangères, en font un candidat potentiel, mais rien n'indique qu'il souhaite désertier la scène politique intérieure. Joëlle Milquet ? *« Peu de chances que le MR, surtout après les dernières passes d'armes avec le CDH après le 25 mai, donne son feu vert »*, glisse un interlocuteur. Karel De Gucht en continuation, comme il le revendique ouvertement ? Difficile, là encore, de trouver un consensus, après l'affrontement lors de l'élection du président de la Chambre il y a une dizaine de jours : le libéral flamand Patrick Dewael avait été soutenu par le MR et le PS, contre la N-VA et le CD&V...

Formellement, la désignation des commissaires n'est pas du

ressort des seuls gouvernements nationaux respectifs : ils sont proposés par les gouvernements, et c'est le Conseil européen (les 28 chefs de gouvernement) qui les désigne, selon le traité, *« d'un commun accord avec le président élu »* de la Commission. Quant aux portefeuilles dont ils héritent, c'est le président de la Commission qui les répartit.

Que sait-on des souhaits de Jean-Claude Juncker en ce qui concerne le commissaire belge ? Son entourage a fait fuiter la semaine dernière via l'agence Belga l'indication selon laquelle si la

Belgique désigne une commissaire féminine, elle aura des chances d'obtenir un beau portefeuille. Selon nos informations, cette fuite visait à encourager la nomination de Marianne Thyssen, que l'ex-premier ministre luxembourgeois apprécie beaucoup. Mais idéalement, nous a-t-on expliqué dans l'entourage de Jean-Claude Juncker, ce dernier aimerait que les gouvernements lui envoient deux ou trois noms, comprenant des hommes et des femmes. Ceci lui permettrait de constituer son équipe de commissaires en tenant compte des différents équilibres (hommes-femmes, partis, compétences). Mais si, comme indiqué plus haut, le gouvernement belge envoyait effectivement une liste de candidats – ce qu'aucun gouvernement ne fait – il y a peu de doutes que Jean-Claude Juncker choisirait Marianne Thyssen. Pour peu qu'elle y soit, bien sûr. Mais cela rend d'autant moins probable que d'autres personnalités acceptent de figurer sur cette liste... ■

**DAVID COPPI  
JUREK KUCZKIEWICZ**